

Bonnes nouvelles

Ford doit assurer le maintien de l'activité et des emplois

Ces dernières semaines, nous sommes passés d'un grand scepticisme à la conviction d'un danger réel et pas si éloigné que ça.

Oui, il nous faut tirer la sonnette d'alarme maintenant. La politique actuelle de Ford est sans issue, elle ne peut que mener à la catastrophe.

D'où vient cette priorité dingue de faire 7 % de gain d'efficience (rentabilité) ? C'est quoi cette obsession de faire la chasse au personnel soi-disant en trop ? Pourquoi cette manie de démanteler les services comme la maintenance, la qualité ou encore les méthodes ? Enfin pourquoi cette grossièreté avec l'utilisation des menaces et attaques sur le salaire pour « convaincre » d'aller à GFT ? Inadmissible !

Tout dans l'organisation actuelle fait poser question et fait douter d'une suite positive. En s'y prenant de cette manière, la direction casse le collectif de travail et fragilise le niveau de compétence global. En maltraitant les salariés, elle crée amertume, écœurement, démotivation, énervements, tout pour dégrader la situation.

La direction a utilisé longtemps la méthode de l'hypnose (le « tout va bien, ayez confiance »). Aujourd'hui, la méthode est moins douce et relève du passage en force avec le chantage comme quoi « on n'a pas le choix, il faut réduire les coûts » !

Ford veut nous faire croire que cette « austérité » nous garantira un avenir. Au contraire ces restrictions permanentes ne peuvent que conduire à la catastrophe.

Le seul remède c'est le respect des engagements de Ford pour les 1000 emplois, c'est investir vraiment, c'est apporter de l'activité qui assure tous les emplois, c'est recruter, former, développer les compétences et les savoir-faire.

Assurer l'avenir c'est forcément que Ford arrête de mentir, de manipuler et de tromper les gens, les salariés comme les pouvoirs publics. Cet avenir encore une fois, c'est à nous de le construire en n'assistant pas inactifs à la chronique d'une entourloupe catastrophique, en agissant, en nous mobilisant. Commençons mardi 17 février.

« VOLONTARIAT »

La direction l'a dit et répété, le prêt du personnel comme le transfert vers GFT ne concerne que les collègues volontaires. Il se trouve que la loi (article L8241-2) précise clairement que cela ne peut que reposer sur le volontariat.

Mais ô surprise, la direction a changé de braquet. Visiblement sa carotte (la prime de fin d'année) ne suffit pas. Alors il lui reste le bâton, celui de baisser le salaire pour celui ou celle qui oserait encore refuser cette proposition de mutation si honnête.

Cette direction si peu inspirée quand il s'agit d'organiser le travail rationnellement ou de trouver de l'activité supplémentaire, retrouve là des idées lumineuses. Pour forcer les collègues à accepter le départ, car il faut du « volontariat » la direction invente un nouveau futur secteur : la peinture !

Quels sont les besoins en effectifs ? Quelles tâches ? Pour combien de temps ? La direction ne s'embarrasse pas de détails, on n'en sait rien. Ce secteur fantôme sert juste à exercer le chantage.

Pas sûr qu'en prenant à ce point les salariés pour des numéros, ça lui porte bonheur. Quoiqu'il arrive, pour nous c'est incroyablement incorrect et cela mérite qu'on ne laisse pas passer cela. Opposons-nous à ces méthodes, défendons nos postes et nos métiers.



PASSAGE DE LA DIRECTION PAR LA CASE « TRIBUNAL »

La Cgt vient de saisir le Tribunal de Grande Instance (TGI) pour attaquer la direction pour entrave au fonctionnement du Comité d'Entreprise.

Cela fait longtemps que les réorganisations ou restructurations se mettent en place sans consulter le CE ou le CHSCT comme la loi l'y oblige : c'est à dire en fournissant les explications et documents qui permettent de juger, de comprendre la situation, qui donne les moyens de discuter d'une organisation qui respecte les conditions de travail. Même si la justice est un terrain hasardeux, c'est pour nous un moyen de faire respecter les droits des salariés.

LA DIRECTION SE HEURTE À LA RÉSISTANCE DES SALARIÉS

Au mois de décembre, la direction avait essayé d'imposer une nouvelle organisation au TTH, en supprimant les 3x8. Les salariés du secteur avaient alors refusé en bloc cette nouvelle organisation qui se soldait par une perte de salaire. Ils avaient fait 24 heures de grève, unis et solidaires !

Surprise et bousculée la direction avait reculé.

Nouvel épisode cette semaine : suite à l'arrêt temporaire de l'activité des racks, les salariés se sont vus proposer le prêt de main d'œuvre à GFT ou l'affectation à un tout nouveau service nommé bizarrement « Tâches d'intérêts générales » ... en horaire de journée, sans prime d'équipe et avec perte de salaire !

Un nouveau service qui aura donc pour activité, peintures, réparations..., service qui à une autre époque s'appelait « FPS ».

Ce « TIG » ressemble clairement à une sanction :



vous refusez d'aller à GFT ? Très bien, vous serez punis d'une corvée de TIG et sa perte de salaire ! Cette attitude est inacceptable. Ça ne passe pas et la majorité des collègues ont refusé.

Ce problème de sureffectif déterminé par l'obsession de gains d'efficience est sans fin.

Et comme si ça ne suffisait pas, les lignes d'assemblage et le secteur du DCT travaillent au coup par coup, les manques de pièces sont récurrents, perturbant encore plus les effectifs dans les équipes par des arrêts, des mutations au quotidien.

Nous sommes dans une situation préoccupante. C'est pourquoi mardi prochain nous devons tous être mobilisés et demander des comptes à notre direction ! Le ras le bol monte, le sentiment d'être baladés se répand ...

SOUFFRANCE AU TRAVAIL OU PAS ?

S'il y a une chose de sacré à ne surtout pas toucher à l'usine c'est bien le comportement de la hiérarchie à l'égard du personnel. Lors d'une réunion CHSCT extraordinaire, des élus ouvriers ont posé le problème de collègues qui se disent en souffrance dans leur secteur du fait notamment de relations difficiles avec leur contremaître.

Les rapports entre salariés et leur hiérarchie sont par définition inégaux. Quand il y a conflit, c'est en général le salarié ouvrier qui trinque n'ayant pas les mêmes moyens de se défendre, de se faire entendre et respecter. C'est le chef qui a le dernier mot.

Dans les situations conflictuelles, la direction ne voit qu'une question de discipline (la désobéissance, le non respect du règlement intérieur) avec parfois une sanction. Mais elle ne voit jamais ou ne veut pas voir la responsabilité du supérieur hiérarchique. Le mal-être, le sentiment d'injustice n'est jamais pris en compte. Le supérieur n'est jamais critiqué encore moins sanctionné.

Dans ces cas là, les débats deviennent vite très tendus et il est impossible de faire la part des choses tant la direction a pour réflexe de couvrir sa hiérarchie. En attendant, des salariés se défendent comme ils peuvent.

TOUS ENSEMBLE

Les organisations syndicales FO, CFTC, CFDT et CGT appellent les salariés à débrayer ce **mardi 17 février entre 13 et 15 heures**

Rassemblement devant les vestiaires, pour exprimer notre ras le bol de la situation actuelle dans l'usine et pour amener à la direction une plateforme revendicative.



SOUTIEN AU PEUPLE GREC CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Ce dimanche, un rassemblement de soutien est organisé par plusieurs organisations politiques, associatives et syndicales en soutien à la résistance du peuple grec contre les politiques d'austérité, contre les diktats de la Commission Européenne, des Banques et du FMI, pour l'annulation des dettes publiques illégitimes.

Nous nous joignons à cet appel et exprimons notre entière solidarité aux peuples d'Europe qui luttent.

RENDEZ-VOUS DIMANCHE 15 FÉVRIER, À 14H30 DEVANT LE GRAND THÉÂTRE